

# Que cherchent les États-Unis avec le pétrole de schiste ?

« La question de l'énergie est centrale. L'Europe doit trouver comment diversifier ses approvisionnements. Les États-Unis ont la chance d'être richement dotés. Accélérer le mouvement serait bon pour l'Union européenne et bon pour l'Amérique... Mon pays a d'ores et déjà accordé des licences d'exportation de gaz de schiste sur des quantités qui équivalent au volume de gaz consommé par l'Europe tout entière. »  
(Barack Obama)

Par Arnaud Leclercq



L'AUTEUR

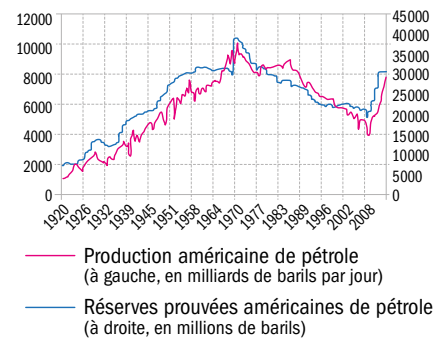
Banquier. Docteur en géopolitique. Dernier ouvrage paru : *La Russie puissance d'Eurasie. Histoire géopolitique des origines à nos jours* (Ellipses, 2013). [www.arnaudleclercq.com](http://www.arnaudleclercq.com)

Dans le contexte de l'annexion de la Crimée par la Russie, ce passage du discours de Barack Obama, le 26 mars 2014 à Bruxelles, a déchaîné l'imagination de certains analystes y voyant un coup décisif porté à la Russie et à ses exportations d'hydrocarbures. Le président de la Commission européenne s'est enthousiasmé : « C'est une bonne idée [...] et même une bénédiction pour le monde. » On peut s'étonner que Manuel Barroso laisse ainsi échapper son lyrisme atlantiste sans avoir préalablement réfléchi aux arrière-pensées du président Obama.

## UNE RÉVOLUTION GÉOPOLITIQUE ?

Afin de mieux cerner les enjeux, il convient d'abord de comprendre que l'appellation générique « révolution des schistes » (*shale revolution*) aux États-Unis concerne bien entendu le gaz mais sans doute plus encore le pétrole, ce qui est fréquemment négligé. Il s'agit d'une véritable renaissance énergétique. À la fin 2013, les réserves de pétrole prouvées aux États-Unis ont atteint un record pour la quatrième année de suite, atteignant leur plus haut niveau depuis 1976. Les réserves de gaz naturel se sont, elles, stabilisées mais à un niveau supérieur de 65 % à celui du début des années 1980. Les États-Unis sont officiellement devenus en octobre 2014 la première puissance énergétique de la planète, devant l'Arabie Saoudite pour le pétrole et la Russie pour le gaz. L'information est lourde de conséquences mais, à ce stade, il serait clairement prématuré d'en déduire un choc géopolitique mondial.

Pour l'instant, la révolution des schistes n'a pas perturbé l'équilibre mondial du marché du pétrole. Ces deux dernières années, la croissance de la production américaine a en fait couvert l'augmentation de la demande. En satisfaisant



une part non négligeable de sa demande intérieure, le pétrole américain a contribué à une certaine stabilité qui devrait se poursuivre si la situation devait empirer en Irak, au Nigeria et au Venezuela. Cela changera-t-il à l'avenir ?

La première conséquence de cette « révolution des schistes » devrait être la chute des importations d'énergie aux États-Unis. Par ailleurs, le pétrole redevenant abondant, les grands acheteurs comme la Chine ou l'Inde se retrouveront en position de force, alors qu'au cours des dix dernières années, le pouvoir de négociation se trouvait du côté des producteurs profitant de la demande croissante des émergents. C'est là un enjeu commercial et géopolitique crucial notamment pour la Russie et les pays producteurs d'Afrique.

## UN JEU SUBTIL

La grande question qui fait actuellement débat aux États-Unis est la levée de l'interdiction d'exporter du pétrole qui est en place depuis la pénurie de 1976. Pourtant, n'en déplaise à Manuel Barroso, si les États-Unis lèvent cette interdiction, cela n'aura pas grand-chose à voir avec la démocratie, la crise ukrainienne ou l'islamisme rampant au Maghreb et dans le Golfe. Comme souvent avec les États-Unis, au-delà des

principes philosophiques de liberté, les motivations sont plus pragmatiques.

La dépendance énergétique des États-Unis, calculée en divisant les importations nettes par la consommation totale d'énergie, était de 30 % en 2006, puis elle a chuté à 20 % en 2012. Elle devrait se limiter à 6 % en 2020 et à 3 % en 2035. Cela ne veut pas dire que le pays cessera totalement d'importer. Le pétrole obtenu grâce aux techniques dites non conventionnelles de fracturation hydraulique ou de forage horizontal est dit « léger ». Ce sont donc les importations de ce type de pétrole, principalement en provenance de l'Afrique de l'Ouest, qui chuteront de façon dramatique. Par ailleurs, les raffineries américaines sont équipées pour être alimentées en pétrole « lourd » en provenance d'Arabie Saoudite, du Mexique ou du Venezuela. En d'autres termes, les États-Unis resteront un important client de ces fournisseurs traditionnels.

Les prédictions sont cependant difficiles car l'abondance d'énergie et son bas prix dopent la croissance, ce qui devrait augmenter la consommation de pétrole et de gaz aux États-Unis. Le taux de dépendance énergétique pourrait donc se révéler plus important que prévu.

Par ailleurs, la baisse des prix de l'énergie pose le problème de la rentabilité des nouveaux gisements. Dans beaucoup de cas, les coûts sont élevés et, si le baril de pétrole tombe durablement en-dessous de 100 dollars le baril, la mise en valeur des réserves coûtera trop cher et pourrait être ralentie. On ne peut exclure que la révolution des gaz de schiste se dégonfle dans un avenir proche, ce que Washington ne prend pas en compte pour l'instant.

Ainsi l'équilibre entre offre et demande est instable et se modifie avec le niveau des prix. Le jeu des États-Unis doit donc être subtil et le pétrole de schiste est loin de représenter une arme absolue.

## UN ENJEU GÉOPOLITIQUE OU ÉCONOMIQUE ?

Différents *think tanks*, tant démocrates que républicains, font actuellement un *lobbying* intense à Washington en faveur des exportations de pétrole.

Premier argument : cette décision engendrera une croissance économique vertueuse. D'ici à 2039, la richesse inté-



L'une des nombreuses exploitations sur le champ de Marcellus (Virginie occidentale-Pennsylvanie). Après un forage vertical, les compresseurs transportés sur les camions provoquent une pression qui fracture la roche. Le gaz liquide est évacué par un tube provisoire et stocké dans les réservoirs rouges et bleus.

rieure qui serait créée est évaluée entre 600 milliards et 1,8 trillion de dollars suivant la rapidité de la décision prise par le Congrès et la Maison-Blanche.

Deuxième argument : la production de pétrole léger aux États-Unis devrait atteindre son pic en 2015. Il faut donc faire vite afin de capter des parts de marché.

Troisième argument : le citoyen américain devrait profiter pleinement d'une augmentation de ses revenus et d'une baisse simultanée des coûts de l'énergie.

On le voit, les motivations relèvent de la politique intérieure ; mais elles influenceront la politique étrangère de Washington. Comme Barack Obama a commencé à le faire à Bruxelles, l'Amérique mettra en action tous ses relais directs et indirects pour ce grand enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle.

De façon traditionnelle, elle se positionnera en chantre de la liberté du commerce, mais plus encore en partenaire fiable par rapport à d'autres comme exportateurs d'énergie considérés instables – le Venezuela, le Nigeria ou les nations du Moyen-Orient. Les États-Unis viseront plus spécifiquement les marchés européen et asiatique. Or l'Europe est un marché quasi captif de la Russie (30 % de la consommation en gaz y est assurée par cette dernière) tandis que l'Asie constitue la priorité stratégique définie par Vladimir Poutine. Ostraciser Moscou offre donc un intérêt économique évident : évincer le concurrent russe de ces deux marchés afin de s'y installer.

Il n'est donc pas interdit de s'autoriser une lecture mercantile de l'évolution de la crise ukrainienne. Pour ces deux zones géographiques, les règles d'importation seront largement assouplies grâce au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement – PTCI – avec l'Europe et à l'accord de Partenariat trans-Pacifique – avec l'Asie orientale –, lesquels sont négociés actuellement et simultanément avec les États-Unis. Certes, il faudra quelques années pour régler les questions réglementaires et logistiques, mais le gaz américain se prépare à être exporté vers l'Europe en vastes quantités et ce n'est qu'une question de temps, sans doute bref, pour le pétrole.

La révolution du pétrole de schiste ne va donc pas modifier la carte géopolitique mondiale ; c'est l'instrumentalisation de la géopolitique qui modifiera la carte du marché de l'énergie. Et, si les concurrents d'*Uncle Sam* ne trouvent pas d'autres débouchés et subissent de plein fouet la baisse de leurs recettes d'exportation, la réussite des États-Unis sera totale. ▀

### SOURCES :

- ▀ EIA – US Energy Information Administration: *Outlook for US shale oil and gas*, Adam Sieminski, January 4, 2014.
- ▀ Columbia SIPA – Center on Global Energy Policy: *US crude oil export policy*, Jason Bordoff, July 14, 2014.
- ▀ Pascal Menges, *L'Agefi*, 30 juin 2014.
- ▀ Brookings – Energy Security Initiative: *Changing Markets, economic opportunities from lifting the US ban on crude oil exports*, Charles Ebinger & Heather Greenley, September 2014.